

R.G : 05/00449  
ARRÊT N° 55  
du : 22 mars 2006

**COUR D'APPEL DE REIMS**

**1<sup>ère</sup> CHAMBRE CIVILE - SECTION COMMERCE**

T.P./F.B.

**ARRÊT DU 22 MARS 2006**

**APPELANT :**

**Monsieur C.**

COMPARANT, concluant par la S.C.P. SIX - GUILLAUME - SIX, avoués à la Cour, et ayant pour conseil Maître Manuel COLOMES, avocat au barreau de TROYES.

Appelant d'une décision rendue par le Tribunal d'Instance de BAR SUR AUBE le 28 Octobre 2004.

**INTIMÉ :**

Fournisseur X

COMPARANT, concluant par la S.C.P. THOMA - LE RUNIGO - DELAVEAU - GAUDEAUX, avoués à la Cour, et ayant pour conseil la S.C.P. BABEAU - VERRY - LINVAL, avocats au barreau de TROYES.

**COMPOSITION DE LA COUR LORS DES DÉBATS ET DU DÉLIBÉRÉ :**

PRÉSIDENT DE CHAMBRE : Monsieur Bernard BANGRATZ  
CONSEILLER : Monsieur Thierry PERROT  
CONSEILLER : Monsieur Bernard CIRET

**GREFFIER D'AUDIENCE :**

Madame Frédérique BIF, Greffier lors des débats et du prononcé.

**DÉBATS :**

A l'audience publique du 22 Février 2006, où l'affaire a été mise en délibéré à l'audience du 22 Mars 2006.

**ARRÊT :**

Prononcé publiquement par mise à disposition de l'arrêt au Greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du Nouveau Code de Procédure Civile, et signé par Monsieur Bernard BANGRATZ, Président de Chambre, et par Madame Frédérique BIF, Greffier, auquel la minute de la décision lui a été remise par le magistrat signataire.

Vu le jugement rendu le 28 octobre 2004 par le Tribunal d'Instance de BAR SUR AUBE, ayant :

- débouté Monsieur C de l'ensemble de ses demandes,
- condamné Monsieur C à payer à la Société X la somme de 1.709,12 Euros, avec intérêts au taux légal à compter du 12 novembre 2003,
- débouté la Société X de ses demandes plus amples ou contraires,
- dit n'y avoir lieu à exécution provisoire,
- condamné Monsieur C à payer à la Société X la somme de 400 Euros au titre de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile,
- condamné Monsieur C aux dépens ;

Vu, ensemble, l'appel régulièrement interjeté contre cette décision le 21 février 2005 par Monsieur C, ses conclusions du 10 juin 2005, celles d'X, du 14 novembre 2005, ainsi que l'ordonnance de clôture rendue le 8 février 2006, fixant l'affaire pour plaidoirie à l'audience du 22 du même mois ;

∞ ∞ ∞

Attendu que Monsieur C, propriétaire d'une maison d'habitation sise [...] depuis environ vingt ans, souscrivait, en juin 1983, un contrat de fourniture d'énergie électrique auprès d'X, qui recevait, début 2002, un appel anonyme l'informant de ce que cet abonné se vantait du faible montant de ses consommations d'énergie électrique ;

Attendu qu'X mandatait alors chez Monsieur C, le 15 avril 2002, l'un de ses agents, qui, ayant constaté, à la faveur de son intervention, que les vis d'excitation permettant au compteur d'enregistrer normalement la consommation d'énergie étaient dévissées, deux entièrement, et l'une à moitié, sollicitait, aux fins de constater le vol de courant électrique, l'intervention des services de la Gendarmerie, ayant relevé que des manipulations avaient été effectuées, et vérifié qu'en resserrant les vis d'excitation du disque du compteur, celui-ci tournait normalement, alors qu'il ne tournait pratiquement pas à leur arrivée ;

Attendu que, le jour même, X portait plainte pour vol d'énergie électrique contre Monsieur C, avec qui rendez-vous était pris le 17 avril 2002, au cours duquel Monsieur G, technicien X, constatait que le disjoncteur situé à l'intérieur de la maison avait lui-même été déplombé et le réglage modifié, permettant à l'abonné de disposer d'un appel de puissance supérieur à celui souscrit, sans en payer le prix ;

Attendu que, le 25 avril 2002, un agent X, accompagné de Maître D., Huissier de Justice à B.,



se rendait au domicile de son abonné pour y déposer l'ancien compteur et en installer un nouveau, avec un index à 000 HP (heures pleines) et 000 HC (heures creuses) ;

Attendu que, le 27 juin 2002, un agent X , accompagné du même huissier, se rendait, pour procéder au relevé des consommations sur la période du 25 avril au 27 juin 2002, chez l'abonné, où après avoir constaté que la porte d'accès au compteur avait fait l'objet d'une tentative de forçage, ils relevaient néanmoins l'index, soit 354 kWh en HC et 373 kWh en HP ;

Attendu qu' X procédait, au vu de ce relevé, à un redressement de consommation sur une période de cinq ans, réclamant ainsi à Monsieur C paiement d'une somme de 3.665,91 Euros, au titre de l'énergie consommée mais non facturée, et de la réévaluation de l'abonnement ;

Attendu qu'en l'état du classement sans suite de la plainte le 3 juillet 2002, Monsieur C , niant être l'auteur des actes frauduleux, refusait de payer le montant du redressement notifié par X , qu'il faisait de surcroît attraire, par exploit du 27 août 2003 devant le Tribunal d'Instance de BAR SUR AUBE, aux fins de s'entendre juger non redevable de la somme de 3.665,91 Euros litigieuse, et de la voir condamner en 1.500 Euros de dommages-intérêts, outre 912 Euros au titre de ses frais irrépétibles ;

Attendu qu' X concluait au rejet de telles prétentions, en faisant valoir que les agissements frauduleux constatés avaient bénéficié à l'abonné, qui en était parfaitement conscient, et lui réclamait reconventionnellement paiement des sommes de 3.665,91 Euros, du chef du redressement, outre de 80 Euros à titre de dommages-intérêts, ainsi que d'une indemnité de 800 Euros, au visa de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile ;

Attendu que le premier juge, statuant dans les termes susvisés de la décision déferée, devait donc débouter Monsieur C de ses demandes, le condamner à payer à X la somme de 1.709,12 Euros, avec intérêts au taux légal à compter du 12 novembre 2003, débouter X de ses demandes plus amples ou contraires, dire n'y avoir lieu à exécution provisoire, et condamner Monsieur C en une indemnité de procédure de 400 Euros, ainsi qu'aux dépens ;

α α α

Attendu qu'au soutien de sa voie de recours, Monsieur C fait vainement grief au premier juge d'avoir retenu le principe du redressement, en se défendant d'être l'auteur de quelconques manipulations du compteur, et en affirmant n'être pas responsable de sa défectuosité ;

Attendu qu' X relève en effet à juste titre ne rechercher nullement sa responsabilité, alors que son action ne trouve sa cause

que dans le contrat d'abonnement liant les parties, et que la réalité des manipulations effectuées sur les compteurs, intérieur et extérieur, est amplement avérée par l'ensemble des pièces régulièrement produites aux débats, établissant indéniablement, ensemble, l'existence de fournitures et consommations d'énergie notoirement plus importantes que celle enregistrées sur les compteurs, et donc facturées, à l'exclusion de quelconques défauts de ces appareils de mesure ;

Attendu que le Tribunal relevait au demeurant fort justement que la réalité de ces constatations matérielles était incontestable, alors que Monsieur C se bornait au surplus à affirmer que les manipulations n'étaient pas de son fait ;

Attendu que l'appelant est au surplus particulièrement mal venu à soutenir être étranger aux manipulations opérées sur le compteur extérieur à son habitation, auxquelles un tiers n'aurait, de toute évidence, strictement aucun intérêt, cependant qu'il explique encore moins comment ni pourquoi le disjoncteur, quant à lui situé à l'intérieur de son domicile, aurait également été le siège de manipulations sans qu'il en fût l'auteur ou à tout le moins avisé, et, en tout état de cause, responsable, en sa qualité d'abonné, alors qu'il y allait tout pareillement, de son seul, unique et exclusif intérêt ;

Et attendu que l'intéressé ne peut autrement s'étonner de la période du redressement, opéré sur cinq ans, sachant que les relevés étaient régulièrement effectués sans qu'aucune anomalie ait pour autant été détectée, puisque, aussi bien, ces relevés ne consistent jamais qu'à noter les index apparents sur les compteurs, sans aucunement en impliquer le contrôle, et alors que la durée du rappel se trouve limitée à cinq ans, par l'effet de la prescription, quinquennale, précisément encourue au-delà, en application de l'article 2277 du Code Civil, et que l'intervention technique d' X ayant précédé celle d'avril 2002 remontait à 1994 ;

Attendu qu'il est en tout cas édifiant de constater que, depuis le changement de compteur réalisé le 25 avril 2002, la consommation réelle de Monsieur C sur une année atteignait 9.049 kWh, alors même qu'elle ne dépassait pas, sur les années précédentes, 3.541 kWh, et encore, pour la plus élevée d'entre elles ;

Attendu qu'il suit nécessairement de là que le principe de la condamnation de Monsieur C est à tout le moins acquis aux débats, pour ne faire en réalité strictement aucun doute, étant encore et de surcroît ici observé que le classement sans suite de la plainte d' X par le Parquet du Tribunal de Grande Instance de TROYES, au motif de l'insuffisante caractérisation de l'infraction, est largement indifférent, pour n'interdire en rien à X l'exercice de son action civile, d'autant qu'une mesure, purement administrative, de classement sans suite, ne saurait, naturellement, avoir autorité de chose jugée ;

Attendu, pour autant, que le Tribunal n'a condamné Monsieur C à payer à X que la somme totale de 1.709,12 Euros, se décomposant en 1.509,12 Euros pour l'électricité effectivement



consommée mais non facturée, et 200 Euros, à titre d'évaluation forfaitaire, ensuite du retrait du plomb sur le disjoncteur, au motif qu' X n'établirait pas que l'intéressé aurait bénéficié, pendant cinq années consécutives, d'une puissance plus importante que celle réellement délivrée aux termes de l'abonnement souscrit ;

Mais attendu qu' X est fondée à faire valoir, à l'appui de son appel incident, que le premier juge a ainsi minoré son réel préjudice ;

Attendu que le premier juge retenait à juste titre que les productions d' X , dont, notamment, les états de consommation de Monsieur C entre le 6 janvier 1997 et le mois d'août 2003, procédaient de relevés censément exacts et au demeurant non critiqués, ayant permis de constater une consommation sensiblement plus importante depuis l'installation d'un nouveau compteur qu'au cours des cinq ans ayant précédé l'assignation ;

Or attendu que Monsieur C ne justifie en rien, et pas davantage à hauteur d'appel qu'en première instance, d'aucune raison spécifique susceptible d'expliquer, sur la période considérée, un tel écart de consommation, telle notamment, une moindre occupation de son logement ;

Et attendu que, pour calculer la consommation électrique effective mais non facturée, X s'est raisonnablement fondée sur la période courue entre le 25 avril 2002, date d'installation du nouveau compteur, et le 2 juillet 2002, date du premier relevé, soit 381 kWh HC et 406 kWh HP, représentant 12 % de la consommation annuelle, et donnant ainsi 3.175 kWh en heures creuses et 3.383 kWh en heures pleines, soit, ensemble, 6.558 kWh ;

Attendu qu' X souligne encore, et toujours à bon escient, que ce calcul reste particulièrement avantageux pour l'abonné, tant il est vrai qu'il est fondé sur la consommation enregistrée au printemps, et donc pendant une période clémente de l'année ;

Qu'elle fait ainsi pertinemment valoir que la consommation aurait dû être, depuis le 25 avril 1997, et sur cinq ans, de 15.875 kWh en heures creuses et 16.915 kWh en heures pleines, ou, ensemble, 32.790 kWh, quand bien même elle justifie n'avoir facturé que 6.637 kWh (HC) et 8.114 kWh (HP) sur la période considérée, soit 14.751 kWh, n'en devenant dès lors que d'autant plus fondée à prétendre au règlement du complément ainsi calculé ;

Qu'elle ajoute à bon droit que la somme de 1.509,12 Euros, correspondant à la facturation du complément de consommation de 9.238 kWh (HC) et 8.801 kWh (HP), et a été exactement retenue par le Tribunal ;

Mais attendu qu'elle fait en revanche légitimement valoir que le premier juge a considéré à tort que son préjudice ne s'élevait pour le surplus qu'à 200 Euros, du chef du rappel exigible sur les frais d'abonnement, eu égard à la différence entre la puissance réellement

délivrée et celle, moindre, objet de l'abonnement effectivement souscrit par l'abonné, en procédant en effet à une évaluation aussi forfaitaire qu'arbitraire ;

Qu'elle relève fort justement que le disjoncteur situé à l'intérieur de la maison avait été déplombé, ce qui permettait évidemment d'en modifier le réglage, pour appeler une puissance supérieure à celle réellement souscrite par l'abonné, tandis que, depuis le remplacement des compteurs et disjoncteur, les puissances maximales atteintes ont suffisamment démontré que l'abonnement antérieurement souscrit par Monsieur C était trop faible pour lui fournir la puissance requise ;

Qu'elle ajoute encore que le prix de l'abonnement est naturellement fonction d'une puissance déterminée, telle qu'arrêtée lors de la souscription du contrat, tant et si bien qu'elle est parfaitement fondée à prétendre, ici encore, à un complément de prix, pareillement limité sur une période de cinq années, et que la somme de 2.156,79 Euros réclamée au titre des frais afférents à l'abonnement dont Monsieur C devait ainsi indûment tirer profit sans en acquitter le prix, reprend la différence entre la puissance de 9 kVA et 18 kVA, du 25 avril 1997 au 25 avril 2002, sans que rien milite dès lors en faveur d'une réduction de ce montant à 200 Euros ;

Attendu, en définitive, qu'il y a donc lieu à réformation du jugement entrepris dans la seule mesure utile pour, statuant à nouveau, condamner Monsieur C envers X en l'entière somme de 3.665,91 Euros par elle justement requise, avec intérêts au taux légal depuis le 12 novembre 2003, date de ses premières conclusions réitérant sa réclamation antérieurement formulée par courrier, et jusqu'à parfait règlement, la décision déferée étant par suite autrement confirmée quant au surplus de ses dispositions non contraires aux présentes ;

∞ ∞ ∞

Attendu que Monsieur C, qui succombe et sera donc débouté de l'ensemble des fins de son appel, sera en outre équitablement condamné envers X, au visa de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile, en l'indemnité de 1.000 Euros par elle justement requise en déduction des nouveaux frais irrépétibles qu'il l'a contrainte à légitimement exposer à hauteur d'appel et qui ne sont pas compris dans les dépens y afférents, dont l'appelant principal sera enfin intégralement tenu, moyennant distraction au profit de la S.C.P. THOMA - LE RUNIGO - DELAVEAU - GAUDEAUX, Avoués à la Cour ;

### **PAR CES MOTIFS,**

**LA COUR**, statuant publiquement et contradictoirement,

**REFORMANT** le jugement entrepris dans la mesure utile, et,  
**STATUANT A NOUVEAU,**



**Condamne** Monsieur C à payer à X , pour les causes sus-énoncées, la somme globale de **TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE-CINQ EUROS et QUATRE-VINGT ONZE CENTIMES** (3.665,91 Euros), avec intérêts au taux légal à compter du 12 novembre 2003 et jusqu'à parfait règlement ;

**Confirme** autrement la décision déférée quant au surplus de ses dispositions non contraires aux présentes ;

**Déboute** en conséquence Monsieur C de l'ensemble des fins, infondées, de son appel ;

AJOUTANT à la décision déférée,

**Condamne** Monsieur C à payer à X , en vertu de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile , une indemnité de **MILLE EUROS** (1.000 Euros), en déduction de ses frais irrépétibles d'appel ;

**Condamne** enfin Monsieur C aux entiers dépens d'appel, moyennant distraction au profit de la S.C.P. THOMA - LE RUNIGO - DELAVEAU - GAUDEAUX, Avoués à la Cour, conformément aux dispositions de l'article 699 du Nouveau Code de Procédure Civile.